

Rapport d'activité 2006 du SAP

SAP : an 2

Nous avons survécu à notre 2^{ème} année d'existence. Nous avons même bien grandi, puisque le nombre de nos adhérents a doublé. Mais le mur d'adversités qui se dresse devant nous nous force à obtenir une grandeur suffisante en terme de membres. Ce sera là la condition de notre survie pour 2007. Sans une représentativité réelle la Poste continuera à nous considérer comme quantité négligeable.

La voie que nous avons choisie, celle de l'autonomie syndicale et politique, n'est pas celle de la facilité, nous le constatons régulièrement. Les partis politiques sensés être du côté des travailleurs et les grandes centrales syndicales font la sourde oreille et nous font payer cher notre choix. Aucune aide n'est à attendre de leurs côtés. L'avenir nous dira si notre choix fut le bon.

Du côté des bonnes nouvelles l'année 2006 a vu la création de son logo. Nous remercions sincèrement son concepteur, Monsieur Didier Bérard, pour sa création et pour nous avoir cédé gratuitement ses droits d'auteur. Nous pouvons aussi fêter la naissance de notre site internet : www.sap-ch.org

Politique postale

En 2006 nous avons fait l'intermédiaire entre l'Association des communes avec agences postales et les membres de la Commission des transports et communications du Conseil National. Notre but est de faire accepter par le parlement la motion du CN Germanier qui prévoit un fonds de péréquation pour financer un réseau postal de qualité. Cette motion a déjà reçu l'appui du GTN RV du Syndicat de la Communication ainsi que celle de ladite Association.

En 2007 le projet de Loi sur la Poste et l'organisation de la Poste sera mis en consultation. Le Département de l'énergie et télécommunications DETEC nous a déjà assuré de nous mettre sur la liste des organisations à consulter. Nous serons particulièrement attentifs aux velléités de la Poste de sortir le trafic des versements du service universel, ce qui lui permettrait de ne plus proposer ce service dans un grand nombre de bureaux et d'agences, et de soumettre le personnel au Code des Obligations en l'enlevant la protection qui lui reste avec la Loi sur le Personnel fédéral (LPers).

Nous sommes également en tractation pour la création d'une fondation afin d'empêcher la vente et le bradage des biens immobiliers des anciennes régies fédérales, mais c'est un sujet peu porteur politiquement et nous peinons à trouver des partenaires.

Car Postal

En 2006 nous avons continué notre lutte contre l'externalisation et la privatisation de Car Postal. En juin nous avons, avec 20 chauffeurs cosignataires, déposé un recours contre cette

externalisation auprès de la commission fédérale de recours. Nous devons certainement mettre à jour un problème aigu pour cette commission puisque plus de 6 mois plus tard elle n'a toujours pas rendu son verdict et semble vouloir refiler la patate chaude au tribunal administratif fédéral qui l'a remplacera dès janvier 2007. Même le tribunal fédéral, que nous avons saisi pour récupérer l'effet suspensif, semble être dépassé par cette question. Le fait que les 2 autres syndicats aient tout accepté sans se battre ne nous a pas facilité la tâche, et le personnel de Car postal SA, qui va recevoir une augmentation salariale en 2007 de 1% en moins que les autres employés de la Poste, va apprécier.

Réseau et Vente

Le secteur Réseau et Vente nous a beaucoup accaparé avec ses nombreux projets de restructuration.

- 1) **Ymago** : Ce qui était prévisible arriva : près de 1600 bureaux de poste seront dégradés en succursales, avec des baisses de salaires pouvant aller jusqu'à 1500 francs par mois. Contrairement au Syndicat de la Communication qui « exige que la Poste mette en œuvre Ymago sans démantèlement » (tract de novembre 2006), et Transfair qui estime que « la transformation du réseau d'offices de poste est inévitable » (Le Personnel Transfair 16.11.06), le SAP s'oppose au projet en tant que tel. Nous nous opposons à l'enterrement du métier de buraliste postal, même si la Poste propose un enterrement de 1^{ère} classe au moyen d'un plan social « généreux ». Le SAP a multiplié les contacts politiques et syndicaux pour élargir le front du refus. Nous avons rencontré plusieurs parlementaires nationaux et cantonaux de tous partis confondus, ainsi que le Conseil d'Etat valaisan. Nous sommes également en contact avec plusieurs syndicats, qui à l'exception de Communication et Transfair, ont tous accepté une collaboration. Les 2 syndicats susmentionnés continuent de nous ignorer, car l'image que nous leur renvoyons, tel un miroir, n'est pas flatteuse. Nous avons raison : la Poste a trouvé finalement un accord de ses partenaires privilégiés pour faire avaler Ymago telle une couleuvre. La Poste se sent s'y bien avec ses partenaires qu'elle a refusé un débat télévisé avec notre président Olivier Cottagnoud en prétextant que celui-ci ne représentait pas un syndicat « reconnu ». Notre président fait-il si peur à la Poste ou les syndicats reconnus sont-ils si complaisants et gentils ?
- 2) **NEK 312** : la Poste a retiré son projet sachant qu'elle ferait passer son projet d'une autre façon (Ymago). Nous voulons croire que notre recours à la commission paritaire de médiation avec des arguments de choc lui ont montré le peu de chance d'aboutir.
- 3) **Marge de Couverture** : Ce mode de gestion a montré ses limites et ne suffit plus à la Poste pour argumenter sa pression auprès des ROP afin de réduire les effectifs. Elle a développé, à grands renforts de moyens, des nouveaux modèles de calculs et instruments comparatifs, sensés n'être qu'aide à la gestion, mais détournés de leur sens premier.

Postfinance

Postfinance mène depuis plusieurs années une politique hostile au Réseau postal. Sa stratégie la pousse à une autonomie toujours plus grande vis-à-vis des autres Unités d'affaire, en particulier Réseau et Vente. Non contente de priver les bureaux de poste d'une grande partie de ses nouveaux produits, du moins ne leur laisse-t-elle qu'un rôle démotivant de transmetteurs, elle démarque sans scrupules les meilleurs clients des bureaux, enlevant à ceux-ci de substantiels revenus. Cette politique n'a de sens que dans l'optique avouée de privatisation et création de la banque postale. C'est pour cette raison que le SAP s'oppose à la création de la banque postale et sa transformation en SA, contrairement aux autres syndicats

qui militent pour une Postfinance SA. Dernièrement le vent a tourné pour la banque postale car le CF Leuenberger lui-même n'y croit plus. Il n'y a plus que les crédules pour croire que la banque postale financera le réseau et le service universel. Cette option a depuis longtemps été écartée par le directeur de la Poste.

L'opacité du rabais pour le personnel dans les hypothèques dynamiques continue à nous interpellier. Les arguments de Postfinance sont tout sauf crédibles. Ce manque de transparence ne favorise pas la confiance.

Personnel distributeur

Le personnel distributeur connaît depuis plusieurs années une dégradation de ses conditions de travail. La direction cherche intensément une précarisation et une flexibilisation du travail des facteurs. Après avoir instauré l'alternance (changement de tournée) parmi le personnel, au détriment des facteurs et des relations de connaissance et de confiance qu'ils entretenaient avec leurs clients, et l'engagement de nombre d'auxiliaires non formés et peu payés en remplacement des facteurs, la Poste va mettre en place le projet Move-it : quintessence de la flexibilisation du travail. En gros les facteurs et les auxiliaires sauront la veille, en fonction des prévisions, si le lendemain ils viendront travailler leur journée complète ou simplement quelques heures, ou même rester à la maison. Move-it a été accepté par les syndicats partenaires de la Poste. Le personnel est laissé à lui-même. C'est dans le domaine du personnel auxiliaire et peu qualifié que la Poste s'y prend le plus durement. Nous avons dû intervenir à plusieurs reprises pour faire valoir ses droits au personnel et reculer la Poste. Ainsi, par exemple, un centre voulait faire payer, contre toutes les instructions existantes, un chariot volé à un auxiliaire de distribution. Notre intervention fut un succès reconfortant. La fermeture des centres de tri (projet REMA) donne aussi la tentation à la Poste de se débarrasser d'un collaborateur avant de lui faire bénéficier du plan social.

Caisse de pension

La Poste et ses 2 partenaires officiels et reconnus ont fait campagne commune pour faire avaler au personnel le changement de primauté, en passant de la primauté des prestations à celle des cotisations. C'était touchant de voir leurs représentants côtes-à-côtes, chantant à l'unisson les bienfaits du changement. Changement qui voit tous les risques futurs supportés par les affiliés. Que ce changement se soit passé sans consultation au moyen d'une votation générale nous laisse perplexe. Nous analysons actuellement la légalité de cette situation.

Reconnaissance syndicale

La Poste continue à nous mettre des bâtons dans les roues et essaye d'empêcher notre expansion. Ainsi chaque envoi d'un mailing ou de mails aux bureaux de poste est systématiquement contrôlé par la Poste qui nous qualifie de « groupuscule » et répète à l'envi que nous ne sommes pas un partenaire reconnu. Ce manque de reconnaissance a aussi ses bons côtés, ainsi nous ne sommes liés à aucun accord et aucune convention. La reconnaissance avance à très petits pas. La Poste nous a reconnu le droit d'utiliser les tableaux d'affichages pour le personnel, mais pas celui des ses gentils partenaires. Ceux-ci sont d'ailleurs à l'unisson avec la Poste pour dire que le SAP n'est pas un syndicat (mailing du syndicat de la communication 06).

Recrutement

En 2006 nous avons eu plusieurs campagnes de recrutement. Avec nos amis du syndicat **SUD** et des membres du **MPS** nous avons effectué plusieurs tractages en Suisse romande (Genève, Fribourg, Lausanne, Dailens, canton de Neuchâtel). A chaque fois les collègues nous ont réservé un très bon accueil, mais par peur (la stratégie de la Poste pour nous diaboliser est efficace) cet intérêt ne s'est pas concrétisé par un grand nombre d'adhésions.

SAP, an 2, décembre 2006